

COMPRENDRE LE CONFLIT ACTUEL DE L'ITURI

*Andreea Bianca URS**

Abstract. *Depuis plusieurs siècles, les groupes ethniques Hema et Lendu s'accusent réciproquement de volonté d'extermination. L'année 2020 a apporté un revirement de la violence à plusieurs niveaux. Subdivisé en trois sections, ce travail adopte principalement une approche descriptive, afin de pouvoir apporter un éclaircissement sur la complexité de la problématique évoquée. À travers le temps, sur le soustrait ethnique conflictuel ont été déposées des éléments tout aussi explosifs qui ont généré le conflit interminable qu'on connaît aujourd'hui.*

Keywords: *RDC, violence, conflit armé, ethnie, ressources, territoire*

Le monde du conflit est souvent un monde binaire. Depuis plusieurs siècles, les Hema et les Lendu, deux principales communautés de l'Ituri, se disputent d'une manière sanglante l'accès à la terre et au pouvoir local. Les deux groupes ethniques s'accusent réciproquement de volonté d'extermination. Après quatorze années de paix relative en Ituri, depuis janvier 2020 on assiste à un revirement des violences graves dans les territoires de la province. Ce qui se passe et comment influencent ces événements le processus de pacification du pays mis en le président Felix Antoine Tshisekedi ? Le facteur ethnique est dominant ? Subdivisé en trois sections, ce travail adopte principalement une approche descriptive, afin de pouvoir comprendre la complexité de la problématique évoquée. Ainsi, cet article n'a pas la prétention de démêler l'entrelacements de luttes mais, plus modestement, son objectif vise à retracer succinctement l'événementiel de la violence dans cette zone frontalière depuis des décennies et de mettre en évidence les particularités des conflictualités provinciales qui rend illusoire toute paix imposée.

1. Du conflit à la paix

Qu'est-ce qu'un conflit ? Tout le monde a l'impression qu'il connaît la réponse à cette question. Les conflits s'intensifient constamment, ainsi que l'intérêt humain pour les déchiffrer. Il y a notamment une très large littérature autour de ce terme, sa définition et ses référentes particulièrement dans le domaine économique, sociologique et philosophique. Le terme conflit englobe une dispute ou une incompatibilité causée par l'opposition réelle ou perçue des besoins, des internes et des valeurs de deux (ou multiples) parties différentes. Essentiellement, il s'agit d'une confrontation d'intérêts à propos d'une rareté, liée à une consommation de ressources non partageables ou même une rareté au niveau du pouvoir qui implique une forme de domination (économique ou politique). Comme l'explique Jeong, la nature essentielle d'une situation conflictuelle est aisément compréhensible en ce qui concerne les difficultés rencontrés pour répondre aux aspirations de chacun simultanément (Jeong, 2008 : 5).

* Doctorante, Faculté d'Études Européennes, 1 Rue Emmanuel de Martonne, Cluj-Napoca, Roumanie, courriel : andreea_bianca46@yahoo.com

Les objectifs incompatibles sont souvent le noyau d'un conflit. Les membres de groupes ayant des objectifs incompatibles sont susceptibles de s'engager dans un conflit ouvert s'ils deviennent des groupes en conflit. Un conflit ouvert est susceptible de se produire si les membres sont conscients que leurs objectifs sont incompatibles avec ceux du groupe adverse, s'ils ont des griefs contre des adversaires et se sentent très frustrés, s'ils s'engagent dans une interaction libre qui favorise l'action de conflit, et s'ils disposent de ressources suffisantes (Bartos, Wehr 2002 : 80).

Un conflit diffère de la compétition, de la concurrence, du duel et apparaît en plusieurs formes et structures. Le conflit marque la réinvention des règles du vivre ensemble. À ce sens, Bernard Calas propose l'équation conflictuelle suivante :

Conflictualité structurelle + tensions + blocage de la régulation + événement révélateur/catalyseur + mobilisation politique => conflit => réinvention des règles du vivre ensemble (contraintes et procédures de négociation internes) (Calas 2011 : 300)

Dans les études sur la transformation du conflit et la consolidation de la paix, il a été prouvé l'importance d'inclure les ressources naturelles. La syntagme « ressources naturelles » fait référence à toute ressource qu'on peut trouver dans la nature et qui peut être exploitée pour des raisons économiques. La consolidation de la paix par l'environnement implique alors à la fois les ressources naturelles renouvelables comme la terre, le bois et la pêche, et les ressources non-renouvelables comme les minéraux et le pétrole. Ces ressources, surtout dans le contexte du continent noir, représentent une grande source de revenus et de pouvoir. Quand ces ressources sont mal gérées, distribuées ou contrôlées, elles impactent la vie des millions de gens de façon considérable et représentent la source des situations d'instabilité et des conflits¹.

Dans ce cas, il s'agit souvent de conflits à propos de la possession, l'accès ou encore la distribution des revenus concernant les ressources naturelles. Les exemples abondent des conflits qui prennent leur source dans le « scandale géologique » opposant l'appétit des grandes compagnies, la cupidité des élites nationales et les revendications des communautés locales : les guerres de Kivu, Sud-Soudan, la situation centrafricaine, les tensions autour du pétrole ougandais du lac Albert (Calas, 2011 : 313) sont construits autour des ressources, pour ne citer que quelques exemples.

En ce qui concerne la liaison entre les ressources naturelles et la violence armée, Paul Collier et Anke Hoeffler (Collier, Hoeffler, 2004 : 7) avancent l'idée que les opportunités purement économiques constituent souvent un déterminant plus significatif dans l'apparition d'une rébellion que les motifs liés à des griefs activés par une injustice particulière. Bien évidemment, ces éléments peuvent être des éléments constitutifs du conflit, mais Collier et Hoeffler estiment que ce sont toujours les opportunités économiques qui font aboutir à un véritable conflit.

L'espace intervient souvent dans l'échelle du conflit. Les rebelles ont besoin d'un refuge, et deux caractéristiques géographiques, les montagnes et les forêts, sont généralement censées rendre la contre-insurrection plus difficile (Collier, Hoeffler 2004 : 8). Toutefois, comme l'indique Bernard Calas, « l'espace – faut-il lieu, territoire – n'est jamais un acteur, ce sont les hommes, les groupes humains, les institutions, les leaders

¹ Natural Resources and Conflict: Guide for Mediation Practitioners, UNEP, 2015, p. 11, en ligne, URL: https://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/9294/Natural_resources_and_conflict.pdf?sequence=2&isAllowed=, consulté le 17 décembre 2020.

politiques qui le construisent, le manipulent et le dominant qui lui permettent d'accéder au rang d'actant » (Calas, 2011 : 303). Enchâssés dans l'entité géopolitique des Grands Lacs, ni Goma, ni Ituri, ni Bukavu ne sont pas des acteurs. Ainsi, quand on parle d'Ituri ou de Kivu, on ne se réfère pas à l'espace géographique, frontalier, mais à un drame humain a plusieurs facettes dans lequel les acteurs et leurs enjeux continuent à augmenter la violence et éloigner la paix.

Plus important encore, Calas énumère quelques aspects (spécificités africaines, plus exactement) comme la question ethnique et la question environnementale. Les deux ne sont pas suffisantes pour entretenir un conflit : ils ne sont que des objets transactionnels réactivant des crispations préexistantes. Les conflits environnementaux sont légion sur le continent africain et la plupart des conflits ont désormais une dimension environnementale, mais, des analyses montrent que si la crise environnementale est une condition nécessaire du conflit, elle n'est pas suffisante pour le faire éclater et doivent également intervenir les lacunes institutionnelles de la régulation. Dans la même logique, la question ethnique innerve la plupart des analyses politiques sur le continent africain, mais l'ethnie ne conduit pas mécaniquement à l'ethnisme, camouflage de bien des conflits politiques (Calas 2011 : 312).

Lors de l'analyse du conflit, on peut utiliser facilement l'image de l'arbre. L'image relève l'interaction entre les facteurs structurels, manifestes et dynamiques de la situation conflictuelle. Tout d'abord, les racines de l'arbre indiquent les facteurs structurels et statiques, c'est-à-dire les véritables facteurs du conflit. Le tronc illustre les problèmes manifestes, en liant des facteurs structurels avec les facteurs dynamiques. Les problèmes manifestes sont localisés au centre du débat et forment le discours des acteurs concernés dans le conflit. Enfin, les feuilles qui ondulent au vent symbolisent donc les facteurs dynamiques, la concrétisation du discours prononcé. Au fil du temps, les fruits de l'arbre pourraient encore tomber et créer un nouvel arbre, né de ce conflit. L'image de l'arbre confirme que tous les éléments du conflit sont interconnectés, et bonne connaissance de chaque partie est impérieusement nécessaire.

2. Contextualisation – les traces d'une guerre qui n'est jamais terminée

Située dans le cœur de l'Afrique, la République Démocratique du Congo (dorénavant abrégé RDC) est potentiellement l'une des plus riches pays du monde, mais en réalité est l'une des plus pauvres. La partie orientale du pays (la région de Kivu – Nord Kivu Sud Kivu et Ituri) est un espace brisé du reste du pays, dominé par la violence armée : actuellement y a 130 groupes armés actifs (Groupe d'étude sur le Congo, 2019). La richesse en ressources est inégalable, mais l'or, le zinc, le cobalt, les diamants sont convoités par une série des acteurs internes et externes.

Après des années chargées d'événements tumultueux, en janvier 2019 avait lieu la première alternance politique pacifique de l'histoire du pays : après 18 ans au sommet du pays, Kabila cède le pouvoir à son successeur Felix Antoine Tshilombo Tshisekedi suite aux élections de 30 décembre 2018.

RDC est un pays composé de plus de 250 ethnies et l'ensemble de ces ethnies constitue la majorité nationale. Ituri compte 18 ethnies et la plupart d'entre elles ne sont pas impliquées dans le conflit Hema/Lendu, sauf à titre de victimes. Ituri est une province située à l'extrémité orientale de la République Démocratique du Congo, frontalière avec Ouganda. La province est divisée en cinq territoires qui sont également des circonscriptions administratives (Djugu, Irumu, Mambasa, Aru et Mahagi), elles-mêmes subdivisées en collectivités. Ituri a le statut de province depuis 2015. Une analyse sur la

situation de l'Ituri et sur la RDC entière, ne serait jamais complète sans l'ancrer dans l'histoire aux fins d'éviter l'impasse du simplification et généralisation. Afin de réaliser cette section, je me suis appuyé notamment sur le rapport d'International Crisis Group du 15 juillet 2020.

Les puissances ouest-européennes ont connu l'Afrique Centrale (sous-région du continent africain) parmi la découverte du fleuve Congo en 1482, accompli par l'explorateur portugais Diogo Cão, suivi par David Livingstone, Sir Henry Morton Stanley et Pierre Savorgan de Brazza. L'explorateur et journaliste britannique Stanley a navigué sur le fleuve Congo entre 1874 et 1877. Deux années plus tard, en 1879, Stanley revient employé par le roi des belges Léopold II et forçait les chefs locaux de signer de traités qui transféraient la possession de leurs territoires vers le roi belge. À partir de ce moment, le Congo a devenu la propriété privée du roi Léopold II, fondateur État indépendant du Congo (EIC). Le 17 novembre 1879 il crée l'Association Internationale du Congo (AIC) afin de perpétuer son intérêt personnel dans le fleuve de Congo. Le chancelier Bismarck, en clôture de la conférence de Berlin, février 1885, affirme :

Le nouvel État du Congo est destiné à être un des plus importants exécutants de l'œuvre que nous entendons accomplir

Organisée à l'initiative du chancelier allemand Otto von Bismarck du 15 novembre 1884 jusqu'au 26 février 1885, la Conférence de Berlin a accueilli les délégués du 14 pays (l'Autriche-Hongrie, Suède-Norvège, la Belgique, la Hollande, les États-Unis, l'Italie, l'Empire ottoman, la Grande Bretagne, le Portugal, l'Espagne, le Danemark, la France, l'Allemagne et la Russie). Lors de la conférence, les puissances coloniales de l'époque ont partagé l'Afrique sans apprécier et tenir compte de l'ample mosaïque africain composée par les nombreuses ethnies ou tribus existantes. L'État africain a été ainsi pensé par les européennes et son territoire ne représente pas l'évolution historique naturel des populations qui y vivaient. Dans la plupart de ces États, le régime politique a été une copie conforme de celui des métropoles coloniales. La même politique coloniale a été également pratiquée dans la région des Grands Lacs africains, en causent des nombreux conflits dans les pays limitrophes dont la région du Kivu en RDC. Les délégués ont divisé et partagé les territoires sur le papier, sans tenir compte du mosaïque ethnique et linguistique. À la conférence, les autres puissances ont reconnu l'EIC comme propriété privé du roi Léopold II, qui était un souverain très admiré dans toute l'Europe en tant que monarque «philanthropique» (Hochschild, 1998 : 1).

La violence en Ituri trouve ses racines dans la colonisation belge : depuis 1885 jusqu'au 1908 des millions de Congolais sont morts suite à l'exploitation des belges. À l'époque de la colonisation belge, les autorités ont contribué à la hiérarchisation des Hema, dont le chef disposait de pouvoirs importants, ce qui leur a permis d'asseoir leur domination sur les Lendu. Les colons ont également mené une politique d'éducation discriminatoire en faveur des Hema, qui ont acquis de plus en plus d'avantages, notamment en matière d'accès aux postes au sein de l'administration, de l'Église catholique et des structures commerciales. Après l'indépendance, l'élite Hema a continué à bénéficier de la politique de «zaïrianisation» (nationalisation des moyens de production

détenus par les étrangers à partir de 1973) sous l'ancien président Joseph-Désiré Mobutu (1965-1997), qui a permis aux élites Hema d'acquérir de nombreuses terres².

RDC se rétablit lentement après deux guerres sanglantes : la première entre 1996 et 1997 (la chute du dictateur Mobutu, destitué par le révolutionnaire Laurent Désiré Kabila) et la deuxième, déclenchée en 1998 quand L-D. Kabila a voulu divorcer de ceux qui l'ont mis au pouvoir (Rwanda et Ouganda voisins). Jusqu'au 2002, la RDC était le théâtre d'un conflit armé impliquant neuf pays africains. Le Rwanda et l'Ouganda ont des liens historiques avec des groupes armés et des rebellions en Ituri et au Nord-Kivu. Pour des raisons de proximité géographique, le Rwanda a eu plus d'interactions avec le Nord-Kivu tandis que l'Ouganda a joué un plus grand rôle en Ituri et dans l'extrémité nordique du Nord-Kivu.

Essentiellement, les violences qui se sont propagées depuis le territoire de Djugu (le territoire de Djugu est, au plan agricole, le plus riche du district et, au plan ethnique, le plus complexe) sont attribuables à des miliciens Lendu, dont certains avaient évolué au sein du Front des nationalistes intégrationnistes (FNI). Le FNI est lui-même un ancien groupe armé Lendu installé sur le même territoire, devenu en présent parti politique, allié à la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI), groupe arme Lendu basé en Irumu, qui a pris part à la guerre de l'Ituri de 1999-2003. Les attaques n'ont pas été revendiquées, mais plus tard « Codeco » assume la responsabilité³.

En juin 2003, à la veille de la mise en place du gouvernement de transition (2003-2006), l'Ituri se trouvait dans une situation difficile. Sous l'effet de la crise économique, des manipulations et des tensions intercommunautaires par les forces d'occupation ougandaises et de la rivalité croissante entre Rwanda, Ouganda et RDC pour le contrôle de la région, les violences suscitées par les conflits fonciers et les clivages de plus en plus prégnants entre communautés ont dégénéré en guerre interethnique entre les populations Hema et Lendu⁴. Bien que les miliciens portent des revendications spécifiques qui mobilisent la communauté Lendu depuis des décennies, le soutien dont ils bénéficient au sein de cette communauté reste difficile à déterminer. Ces revendications s'articulent autour de deux questions majeures : la réappropriation des terres qui auraient été spoliées par les Hema, et le refus de voir des étrangers exploiter les ressources locales (Entretiens de Crisis Group, acteurs de la société civile, Bunia, juillet 2019).

Après quatorze années de paix relative en Ituri, de graves violences éclatent en décembre 2017 dans le territoire de Djugu, avant de s'étendre aux autres territoires de la province. Contrairement à la guerre de 1999-2003, où les affrontements entre les Hema et les Lendu par milices interposées étaient généralisés, les violences en cours impliquent en grande partie des milices spécifiques constituées de jeunes Lendu, mais qui ne sont pas nécessairement soutenues par la majorité de leur communauté. Au début de cette nouvelle vague de violence, les assaillants Lendu ciblaient des membres de la communauté Hema dans le territoire de Djugu. Par la suite, les attaques se sont étendues à d'autres parties de la province, ciblant les militaires ainsi que d'autres communautés, dont les Alur dans le territoire de Mahagi, au nord de Djugu. Certains jeunes Hema ont été impliqués dans des

² « RD Congo : en finir avec la violence cyclique en Ituri », International Crisis Group, en ligne, URL : <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/rd-congo-en-finir-avec-la-violence-cyclique-en-ituri>, p. 3, consulté le 25 novembre 2020.

³ *Ibidem*, p. 10.

⁴ « Congo : quatre priorités pour une paix durable en Ituri », International Crisis Group, Rapport Afrique n. 140, 13 mai 2008 en ligne, URL : https://www.files.ethz.ch/isn/55865/140_congo_priorites_ituri.pdf, consulté le 11 décembre 2020.

attaques ou représailles à petite échelle, mais les Hema n'ont pas mobilisé de milices comme lors des affrontements de 1999-2003⁵. La mort du père Florent Dhunji, prêtre lendu, le 5 juin 2017, est le point de déclenchement de la violence. Certains Lendu ont accusé les Hema d'avoir élaboré un plan d'extermination de leurs chefs, dont le prêtre serait la première victime⁶.

La violence y émerge là où le chemin est déjà préparé. Dès le début de 2020, des groupes armés ont attaqué des villes de négoce de l'or et ont taxé les creuseurs artisanaux dans les territoires riches en or de Djugu et d'Irumu, dont des représentants d'autorités locales, des hommes d'affaires, des creuseurs artisanaux et des sources issues de la MONUSCO. Les personnes interrogées par l'ONU ont noté que des combattants de factions Lendu et des membres du groupe Zaïre étaient également des creuseurs artisanaux, l'exploitation de l'or constituant la principale activité économique dans ces régions⁷. En raison de l'insécurité et de la pandémie de COVID-19, les autorités de l'État chargées des mines n'ont pas pu accéder aux sites d'extraction artisanale de l'or des territoires d'Irumu et de Djugu depuis mars 2020, et les exportations d'or officielles restent faibles⁸ en laissant d'espace au commerce illicite. La Coopérative pour le Développement du Congo (Codeco) est le principal acteur de ce conflit, mais n'est pas le seul, ils sont entourés par d'autres factions violentes. Pour exemplifier, Union des révolutionnaires pour la défense du peuple Congolais et Armée de libération du Congo de la Coopérative pour le développement du Congo (L'URDPC/CODECO et l'ALC/CODECO) ont utilisé des enfants comme combattants dans leur lutte, certains portant des fusils d'assaut de type AK, des munitions et des armes blanches⁹. En janvier 2020, Codeco reprend le contrôle de plusieurs localités en territoire de Djugu suite au redéploiement des unités à cause de l'escalade de la violence dans la province voisine de Nord-Kivu. Le 23 janvier 2020, 22 villages des chefferies de Bahema-Bajere et Bahema-Nord (territoire de Djugu) tombent sous le contrôle de la milice. Au cours du premier semestre de l'année 2020, 630 personnes tuées en Ituri¹⁰. Actuellement, dans le mois de décembre 2020, la situation humanitaire est catastrophique, les attaques attribuées aux miliciens de la Codeco se multiplient et la population réclame le renforcement du dispositif sécuritaire et demandent l'aide de MONUSCO¹¹. Nous y reviendrons à cet aspect.

⁵ « RD Congo : en finir avec la violence cyclique en Ituri », International Crisis Group, en ligne, URL : <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/rd-congo-en-finir-avec-la-violence-cyclique-en-ituri>, consulté le 25 novembre 2020 p. 6.

⁶ « Congo-Kinshasa : la communauté lendu de Kinshasa adresse un message de paix aux communautés de l'Ituri », sur *AllAfrica*, le 21 juin 2019, en ligne, URL : <https://fr.allafrica.com/stories/201906210557.htm>, consulté le 20 décembre 2020.

⁷ Lettre datée du 23 décembre 2020, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo, Conseil de sécurité des Nations Unies, S/2020/1283, p. 16.

⁸ *Ibidem*, p. 17.

⁹ *Ibidem*, p. 15.

¹⁰ « En six mois, au moins 636 personnes tuées et 1130 autres blessées suite aux violences en Ituri », sur *Actualité.cd*, <https://actualite.cd/index.php/2020/09/24/rdc-en-six-mois-au-moins-636-personnes-tuees-et-1130-autres-blessees-suite-aux-violences>, consulté le 18 décembre 2020.

¹¹ « RDC: à Djugu, où l'insécurité persiste, la population cherche la protection de la Monusco » sur *Actualité.cd*, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20201220-rdc-%C3%A0-djugu-o-%C3%B9-l>

Pendant cette section nous avons observé l'existence de plusieurs éléments interconnectés qui font le conflit très difficile à analyser.

3. Le rôle du conflit d'Ituri dans le processus de pacification du pays

Au premier regard, on peut facilement catégoriser le cas évoqué comme un conflit isolé, ultra-local, comme un *Far West ougandais* (Ngonga 2003 : 182), sans liaisons directes avec l'ensemble du pays. Suite à l'expansion du groupe ADF Nalu (Forces Démocratiques Alliés) de Beni (Nord-Kivu) vers l'Ituri, on ne peut plus considérer le cas d'Ituri isolé. Étant donné que les principales offensives ciblent l'ennemi ADF, les territoires de la province sont entrés par défaut à l'attention du public. Profondément préoccupé par leur survie continue en RDC et sous pression depuis fin 2019 à la suite des opérations dites « à grande échelle », les ADF auraient quitté la zone connue sous le nom de « triangle de la mort » et leur tendance ont irradié vers l'extrémité nordique. Les ADF constituent une organisation armée et mafieuse qui bénéficie de plusieurs complicités locales, nationales et transnationales dans un contexte d'impuissance publique dans la RDC (Urs, 2020 : 55-73). Déjà on observe dans la media « Nord-Kivu et Ituri » ou « la zone de nord-est » au lieu de Nord-Kivu tout simple.

Le conflit actuel d'Ituri se concrétise à travers une violence physique accrue et la perte de la vie humaine : massacres, pillages, maisons incendiées, rançons, viols. Diverses actions ont été menées et continuent à être menées pour arrêter la violence armée, mais aucun progrès notable n'a été réalisé. La situation demeure toujours préoccupante dans l'est et dans le nord-est du pays. L'approche purement militaire n'est pas suffisant, car les groupes circulent rapidement à travers les territoires. Toutefois, rétablir la paix en Ituri est une priorité pour le président Tshisekedi. Il s'est rendu à Bunia le 30 juin 2019, jour de l'indépendance, pour manifester sa solidarité avec les victimes de la violence et promettre d'y mettre fin. Le président Tshisekedi devrait concentrer ses efforts sur le désarmement des milices de la Codeco et de leurs alliés, ce qui nécessiterait un dialogue plus étendu avec les communautés Lendu et Hema, en particulier sur les points qui soutient le conflit, en réalisant que les offensives purement militaires actionnent comme un traitement local, sans avoir des effets à long terme. Impliquer des personnes qui ont une expérience dans la guerre constitue un avancement pour le processus de pacification. À l'initiative du président, en avril 2020, des anciens chefs de guerre, récemment libérés de la prison de Kinshasa, ont été dépêchés en Ituri pour sensibiliser à la paix les couches sociales et groupes armés surtout dans le territoire de Djugu¹². Toutefois, retarder la mise en œuvre des mesures va générer plus de chaos dans le territoire affecté. À titre d'exemple, quelque mois plus tard, la faction dénommée « Alliance pour la libération du Congo/ CODECO » qui a décidé de quitter le processus de paix¹³. La réintégration des ex-combattants doit être un processus accéléré, car la guerre est beaucoup plus profitable, surtout pour ceux dont la

ins% C3%A9curit % C3%A9-persiste-la-population-cherche-la-protection-de-la-monusco, consulté le 20 décembre 2020.

¹² « RDC : des anciens chefs de guerre de l'Ituri dépêchés par Tshisekedi pour une mission de sensibilisation à la paix à Djugu » sur *Actualité.cd*, <https://actualite.cd/2020/07/05/rdc-des-anciens-chefs-de-guerre-de-lituri-depeches-par-tshisekedi-pour-une-mission-de>, consulté le 21 décembre 2020.

¹³ « RDC-Ituri : une faction des combattants CODECO se retire du processus de paix » sur *Actualité.cd*, en ligne, URL : <https://actualite.cd/2020/10/17/rdc-ituri-une-faction-des-combattants-codeco-se-retire-du-processus-de-paix>, consulté le 22 décembre 2020.

survie dépend de ce travail de combattant. Toutefois, le combattant/ la combattante est l'individu qui n'a pas connu que la guerre depuis son enfance.

Le caractère géostratégique de la province (les zones d'accès difficile : les montagnes, les forêts, le lac Albert), ses richesses, sa position frontalière, son histoire culturelle favorisant la permanence et la persistance des rebellions et de commerce illégal. Les massacres perpétrés se déroulant dans une économie du désordre chaotique dont l'insécurité est le mode d'opération privilégié. Une grande partie de l'économie de la région dépend du commerce transfrontalier. À titre d'exemple, la production du bois a un grand rôle dans la soutenance de l'économie de la région : le bois exploité en RDC et vendu à l'extérieur comme provenant de l'Ouganda. Également, des importants volumes de cacao ont été introduits clandestinement en Ouganda, et plus importante encore, les combattants ADF financent notamment leur activisme par la filière cacao¹⁴.

Le conflit présente des dimensions multiples. L'ethnicité a un sens profond en Afrique et la dimension ethnique est la plus visible. Hema et Lendu sont des rivaux historiques, ils se sont constamment affrontés au fil du temps, mais les dimensions politiques et économiques sont beaucoup plus importantes. Sur la volonté de dominer les terres et le pouvoir local, il y a la militarisation pour obtenir des ressources naturelles. Le conflit ethnique a représenté également un instrument pour les deux Kabila. L'affirmation de Todorov est relevant dans ce cas : « ce ne sont pas les cultures qui entrent en guerre, ni les religions, ce sont les entités politiques » (Todorov, 2008) Le facteur ethnique ne pouvait pas avoir généré la violence sur une si grande échelle. Le discours de la haine, avec les réminiscences de la guerre auxquelles on ajoute la propagation des groupes armés et les intérêts privés dans les territoires en cause ont exacerbé la dimension ethnique et ont produit un conflit complexe.

En fin, comme l'explique Thierry Vircoulon (Vircoulon, 2005 :144), l'Ituri démontre la nécessité de penser la guerre au pluriel et d'élaborer un plan de paix capable de prendre en compte cette pluralité au dépit des difficultés existantes.

4. Conclusions

La crise d'Ituri est purement politique et militaire, malgré l'accent mis sur l'ethnicité. Ce sont toujours les opportunités économiques qui font aboutir à un véritable conflit. Toute réflexion faite, le conflit d'Ituri est une guerre dans la guerre et doit être analysé au pluriel, de l'intérieur à l'extérieur. À travers le temps, sur le substrat ethnique conflictuel ont été déposées des éléments tout aussi explosifs (militarisation, instrumentalisation, extractions illicites, liens avec le Nord-Kivu voisin, implications étrangères) qui ont généré le conflit interminable qu'on connaît aujourd'hui. L'environnement sécuritaire de la province s'est davantage dégradé dans le territoire à cause de l'infiltration des rebelles ADF dans la région.

Au fil du temps, la population congolaise a appris à faire face à ce contexte de gouvernance et a développé une profonde suspicion envers l'État. Mauvaise gouvernance, abus du pouvoir, corruption sont les vrais problèmes de la RDC. La faible gouvernance permet aux groupes armés de continuer à extraire le coltan, l'or et d'autres ressources. Dans un pays où les objectifs sont atteints avec l'arme à la main, les acteurs utilisent leur position et le contexte d'instabilité pour maintenir ou exercer le contrôle sur les

¹⁴ Lettre datée du 23 décembre 2020, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo, Conseil de sécurité des Nations Unies, S/2020/1283, p. 8.

ressources. Dans ce cas, dynamique et déterminée, la société civile d'Ituri demande au président de respecter ses promesses.

La paix exige autant d'efforts que le conflit. Après deux années d'alternance politique, les résultats sont attendus depuis longtemps. Le dialogue, les négociations, un plan cohérent et une vision claire devraient accompagner les offensives militaires dans la province affectée. Tshisekedi voyait dans ces attaques « génocidaires » des tentatives de déstabilisation de son pouvoir. Mais un conflit porte en soi l'espérance de sa solution. On ne se trouve pas dans le même point qu'auparavant, mais il reste encore des nombreuses mesures à adopter et implémenter dans les territoires affectés. Bien évidemment, jusqu'à présent la voix dominante à Kinshasa était celle de Joseph Kabila, mais Tshisekedi a annoncé la rupture de la coalition avec son prédécesseur. En bref, Tshisekedi peut dorénavant agir selon ses promesses de pacifier la région de l'est.

BIBLIOGRAPHIE

- Bartos, Otomar, Wehr, Paul (2002), *Using conflict theory*, Cambridge University Press, New York;
- Calas, Bernard(2011), « Introduction à une géographie des conflits... en Afrique », Les Cahiers d'Outre-Mer;
- Collier, Paul, Hoeffler, Anke(2004), « Greed and Grievance in Civil War », Oxford Economic Papers;
- Hochschild, Adam (1998), *King Leopold's Ghost: A Story of Greed, Terror, and Heroism in Colonial Africa*, Houghton Mifflin Company, New York;
- Jeong, Ho –Won(2008), *Understanding Conflict and Conflict Analysis*, Sage Publications, Londres;
- Ngonga, Alphonse Maindo Monga(2003), « La républiquette de l'Ituri » en République démocratique du Congo : un Far West ougandais », *Politique africaine*, vol. 89, no. 1;
- Todorov, Tzvetan(2008), *La peur des barbares : au-delà du choc des civilisations*, Éditions Robert Laffont, Paris;
- Urs, Andreea (2020) « Du conflit au terrorisme en RD Congo », *Studia Europaea*, LXV, 1.
- Vircoulon, Thierry (2005), « L'Ituri ou la guerre au pluriel », *Afrique contemporaine*, vol. 215, no. 3;
- Lettre datée du 23 décembre 2020, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo, Conseil de sécurité des Nations Unies, S/2020/1283;
- International Crisis Group, « RD Congo : en finir avec la violence cyclique en Ituri », Rapport Afrique N°292, le 15 juillet 2020;
- International Crisis Group, « Congo : quatre priorités pour une paix durable en Ituri », Rapport Afrique n. 140, 13 mai 2008;
- Groupe d'étude sur le Congo, « Congo, l'oublié. Les chiffres derrière la plus longue crise humanitaire en Afrique », New York, août 2019;
- UNEP, *Natural Resources and Conflict: Guide for Mediation Practitioners*, 2015;
- Congo-Kinshasa : la communauté lendu de Kinshasa adresse un message de paix aux communautés de l'Ituri », sur AllAfrica, le 21 juin 2019, en ligne, URL : <https://fr.allafrica.com/stories/201906210557.htm>, consulté le 20 décembre 2020;

- « En six mois, au moins 636 personnes tuées et 1130 autres blessées suite aux violences en Ituri », sur Actualité.cd, <https://actualite.cd/index.php/2020/09/24/rdc-en-six-mois-au-moins-636-personnes-tuees-et-1130-autres-blessees-suite-aux-violences>, consulté le 18 décembre 2020;
- « RDC: à Djugu, où l'insécurité persiste, la population cherche la protection de la Monusco » sur Actualité.cd, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20201220-rdc-%C3%A0-djugu-o%C3%B9-l-ins%C3%A9curit%C3%A9-persiste-la-population-cherche-la-protection-de-la-monusco>, consulté le 20 décembre 2020;
- « RDC : des anciens chefs de guerre de l'Ituri dépêchés par Tshisekedi pour une mission de sensibilisation à la paix à Djugu » sur Actualité.cd, <https://actualite.cd/2020/07/05/rdc-des-anciens-chefs-de-guerre-de-lituri-depeches-par-tshisekedi-pour-une-mission-de>, consulté le 21 décembre 2020.
- « RDC-Ituri : une faction des combattants CODECO se retire du processus de paix » sur Actualité.cd, en ligne, URL : <https://actualite.cd/2020/10/17/rdc-ituri-une-faction-des-combattants-codeco-se-retire-du-processus-de-paix>, consulté le 22 décembre 2020.

